

COMMUNE DE FONTAINE SOUS JOUY

Procès-Verbal de la réunion du conseil municipal du 27 Février 2019

L'an **deux mille dix-neuf**, le **vingt-sept du mois de février** à 19h30, les membres du conseil municipal légalement convoqués par le Maire le **22 février 2019**, conformément à l'article L.2121.10 du Code général des collectivités territoriales, se sont réunis à la mairie sous la présidence du maire Monsieur Raphaël NORBLIN.

Étaient présents : Anne-Maïté TURMEL, Patricia BRAY, Laurence HUZE, Frédéric DESDION, Franck LAMBLARDY, Raphaël NORBLIN, Michel DUPAS, Michel PHILIPPE, Luc HEBERT

Absents représentés : Aurélien LEBARON représenté par Raphaël NORBLIN,
Jacques POUCHIN représenté par Luc HEBERT
Isabelle BAILLY PURNU représentée par Franck LAMBLARDY
Christophe MARON représenté par Frédéric DESDION

Absents non représentés : Thomas DEHAUMONT, Michel RIO

Membres en exercice **15** Présents **9** Votants **13**

Conseil convoqué le 22/02/ 2019

Secrétaire de séance : Anne Maïté TURMEL

Relevé des délibérations du conseil municipal

Conseil municipal du	27 février 2019	Délibération N°	2019-005
----------------------	------------------------	-----------------	-----------------

Regroupement des communes de :
Fauville-Fontaine sous Jouy-Huest-Gauciel-Jouy sur Eure-Saint Vigor- Sassey
Convention d'usage du complexe Pierre Moisy
(Accueil collectif de Mineurs, restauration, micro-crèche)

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil municipal qu'une convention pour la gestion groupée de l'ouvrage a été conclue entre les parties le 16 décembre 2016. Suite à la reprise de la compétence Petite enfance par la communauté d'agglomération Evreux Portes de Normandie (EPN) le 1^{er} janvier 2018, il convient de modifier la dite convention et donc de conclure un nouveau contrat.

Vu les termes de cette nouvelle convention proposée,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide d'accepter les termes de cette nouvelle convention (modalités de gestion et de financement du complexe Pierre Moisy et de son annexe de Gauciel du mercredi). Il autorise Monsieur le Maire à signer tous documents s'y rapportant.

La participation communale correspondante sera inscrite au Budget Primitif de l'année 2019.

Votes **Pour :** **12**
 Contre : **0**
 Abstentions : **1 (F Lamblardy)**

Décision : **Acceptée**

Conseil municipal du	27 février 2019	Délibération N°	2019-006
----------------------	------------------------	-----------------	-----------------

SIVOM : Modification des statuts et prise de compétence « animation de la vie sociale »

Vu la décision du Conseil syndical du SIVOM Cap Nord Est du 11/12/2018,
Vu l'exposé de Monsieur le Maire sur la nécessité pour ce syndicat de modifier ses statuts et de prendre une nouvelle compétence « animation de la vie sociale »,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide d'approuver cette modification des statuts et approuve cette nouvelle prise de compétence « animation de la vie sociale ».

Cette délibération, exécutoire, sera notifiée au SIVOM Cap Nord Est.

Votes **Pour :** **13**
 Contre : **0**
 Abstentions : **0**

Décision : **Acceptée à l'unanimité**

Conseil municipal du	27 février 2019	Délibération N°	2019-007
----------------------	------------------------	-----------------	-----------------

Contrat de maintenance informatique

Afin d'assurer la maintenance du parc informatique de la mairie et de l'école de Fontaine sous Jouy, le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité pour l'année 2019, d'opter pour un contrat annuel de **12 heures** avec la Société NG Informatique, domicilié à Chambray (Eure) pour un montant de 720€.

Votes **Pour :** **13**
 Contre : **0**
 Abstentions : **0**

Décision : **Acceptée à l'unanimité**

Conseil municipal du	27 février 2019	Délibération N°	2019-008
----------------------	------------------------	-----------------	-----------------

Choix du maître d'oeuvre Réhabilitation du site de l'ancienne usine

Considérant l'intérêt économique et environnemental pour la commune de réhabiliter le site de l'ancienne usine dont la commune est propriétaire,
Considérant qu'il convient de choisir le maître d'oeuvre en charge de la passation, le suivi, la réception des travaux concernant l'aménagement d'un parcours de santé, d'un potager et d'une petite piste de course lieu-dit « sous la ville », parcelle cadastrée section ZC n°294.

Après présentation des différents devis proposés,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide de retenir, sous réserve de l'étude en cours avec l'EPFN, la proposition de la S.A.S SODEREF, domiciliée 620, rue Nungesser et Coli à Evreux pour un montant de 4 600€ HT soit 5 520€ TTC.

Le Conseil municipal autorise Monsieur le Maire à signer la proposition de SAS SODEREF et tous documents s'y rapportant.

Votes **Pour :** **13**
 Contre : **0**
 Abstentions : **0**

Décision : **Acceptée à l'unanimité**

Conseil municipal du	27 février 2019	Délibération N°	2019-009
----------------------	------------------------	-----------------	-----------------

Entretien et contrôle des appareils publics de lutte contre l'incendie situés sur le domaine public de la commune (Convention avec EPN)

EPN (Evreux Portes de Normandie) propose sur l'ensemble du territoire communal des prestations pour assurer l'entretien, le contrôle, les réparations et les remplacements des points d'eau incendie situés,

Monsieur le Maire donne lecture de ces prestations proposées par EPN et intégrées dans une convention.

Le coût de cet entretien par l'EPCI est de 139 € par hydrant.

Aujourd'hui, 16 hydrants

Coût à budgéter : 1 000 €

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'accepter les termes de cette convention et autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents s'y rapportant.

Votes **Pour :** **13**
 Contre : **0**
 Abstentions : **0**

Décision : **Acceptée à l'unanimité**

PLUiHD de la communauté d'agglomération Evreux Portes de Normandie
Débat d'orientations générales du PADD (Projet d'Aménagement et de développement Durables)
Elaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, Habitat et
Déplacements de la communauté d'agglomération Evreux Portes de
Normandie

Débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de
Développement Durables (PADD)

Le conseil municipal a débattu, sans vote, du projet de PADD présenté par EPN.

Historique de la procédure

Par délibération en date du 24 juin 2015 le Grand Evreux Agglomération a voté la prise de compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ». Après consultation des Conseils Municipaux et considérant la majorité requise atteinte, le Préfet, a, par arrêté en date du 2 décembre 2015 prononcé le transfert de la compétence.

Fort de cette compétence, le Conseil Communautaire du Grand Evreux Agglomération (GEA) a prescrit, le 16 décembre 2015, l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, intégrant le volet déplacements, et a précisé les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation avec le public.

Evreux Portes de Normandie, issu de la fusion entre le GEA et la Communauté de communes de la Porte Normande (CCPN), et compétent en matière de plan local d'urbanisme, s'est prononcé sur la reprise de procédure le 11 avril 2017, en y intégrant le volet Habitat.

L'intégration de 12 nouvelles communes au 1^{er} janvier 2018 a de nouveau donné lieu à une délibération pour étendre la procédure PLUi-HD au nouveau territoire.

Le débat du PADD

L'article L151-2 du code de l'urbanisme dispose que les PLU comportent un projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

Selon l'article L.151-5 du code de l'urbanisme, il définit :

- les orientations générales d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.
- les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Conformément à l'article L.153-12 du code de l'urbanisme, un débat sur les orientations générales du PADD du futur PLUi doit avoir lieu au sein de chaque conseil municipal d'une commune membre d'un EPCI compétent en matière de PLUi, ainsi qu'au sein du conseil communautaire de cet EPCI et ce, au plus tard deux mois avant l'arrêt du projet. Ce débat ne fait pas l'objet d'un vote.

La présente communication au Conseil doit permettre, à l'ensemble des conseillers municipaux, de prendre connaissance et de débattre des orientations générales proposées pour le projet de territoire, au regard des enjeux issus du diagnostic et des objectifs fixés au moment de l'engagement de la procédure PLUi.

Ce débat ne vaut pas arrêt du projet. Les propositions d'orientations générales et les débats auxquels elles donneront lieu serviront de socle pour la suite des travaux du PLUi et l'élaboration de l'ensemble des pièces du document.

Présentation du PADD

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables s'articule autour de 4 grands axes à travers lesquels l'agglomération entend affirmer son attractivité dans le respect des entités qui la composent:

- ▶ Un environnement préservé de qualité
- ▶ Assurer un développement urbain équilibré et responsable
- ▶ Déployer un système de mobilité multimodal réaliste et efficace
- ▶ Faire d'EPN un territoire économique, dynamique et attractif

Ces quatre axes sont déclinés en orientations :

Axe 1 : Pour un environnement préservé de qualité

- Orientation n°1 : Valoriser un territoire majoritairement agricole
- Orientation n°2 : Préserver et mettre en valeur le patrimoine paysager naturel et diversifié
- Orientation n°3 : Préservation et mettre en valeur un paysage bâti qualitatif
- Orientation n°4 : Favoriser le maintien et le développement de la biodiversité
- Orientation n°5 : Protéger les populations face aux risques et aux nuisances présentes sur le territoire

Axe 2 : Assurer un développement urbain équilibré et responsable

- Orientation n°1 : Mobiliser l'existant pour mieux répondre aux besoins en logements
- Orientation n°2 : Diversifier l'offre d'habitat et proposer des possibilités de « parcours résidentiels » diversifiés sur le territoire
- Orientation n°3 : Renouvellement socio-démographique des communes et des quartiers et réponses à la diversité des besoins en logements
- Orientation n°4 : Améliorer la mixité sociale et générationnelle aux différentes échelles du territoire
- Orientation n°5 : Mieux répondre aux besoins « spécifiques » de certains publics
- Orientation n°6 : Favoriser et valoriser les projets innovants

Axe 3 : Déployer un système de mobilité multimodal réaliste et efficace

- Orientation n°1 : Affirmer EPN comme une véritable Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM)
- Orientation n°2 : Déployer un système de mobilités cohérent, hiérarchisé et réaliste, favorisant l'intermodalité
- Orientation n°3 : Développer l'offre de transports publics de façon pertinente et réaliste
- Orientation n°4 : Permettre le choix entre l'usage de la voiture individuelle et les pratiques alternatives
- Orientation n°5 : Développer la pratique du vélo et de la marche à pied, à toutes les échelles pertinentes
- Orientation n°6 : Innover en matière de transport de marchandises

Axe 4 : Faire d'EPN un territoire économique, dynamique et attractif

- Orientation n°1 : Développer une offre économique complémentaire et équilibrée
- Orientation n°2 : Dynamiser les conditions d'emplois et d'accueil
- Orientation n°3 : Maintenir l'équilibre commercial existant
- Orientation n°4 : Développer le tourisme pour valoriser et faire connaître le territoire intercommunal

Orientation n°5 : Conforter l'agriculture et faciliter la coexistence avec son voisinage
Orientation n°6 : Agir sur les services et les équipements pour maintenir un équilibre et une attractivité territoriale

En conséquence, il est proposé au conseil municipal de débattre de ces orientations générales.

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29 ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.151-1 et suivants;

Vu la délibération n°16 du Conseil Communautaire d'Evreux Portes de Normandie en date du 24 juin 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2015 portant transfert de la compétence « *Plan local d'urbanisme, document en tenant lieu et carte communale* » au Grand Evreux Agglomération ;

Vu la délibération n°35 du Conseil Communautaire d'Evreux Portes de Normandie en date du 16 décembre 2015 ;

Vu la délibération n°34 du Conseil Communautaire d'Evreux Portes de Normandie en date du 11 avril 2017;

Vu la délibération n°21 du Conseil Communautaire d'Evreux Portes de Normandie en date du 20 février 2018;

CONSIDERANT le débat qui a eu lieu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables

Le Conseil Municipal :

PREND ACTE de la tenue du débat sur les orientations du PADD, prévue par l'article L153-12 du Code de l'Urbanisme

en émettant les remarques suivantes :

- Différence de date entre la page de garde et la dernière page du document,
- Axe 3, orientation 1 : prise en compte de tous les transports scolaires sur un même horizon...2019,
- Axe 3, orientation 3 : le transport à la demande n'est plus orienté que vers les personnes en perte d'autonomie
→adapter l'offre à tous les publics : évolution du TAD...,
- Axe 3, orientation 5 : il serait bien de prendre en compte le développement de liaisons douces entre les villages ruraux,
- Axe 3, carte de synthèse : les villages ruraux sont « tagués » en « renforcement covoiturage », justifiant la suppression (ou la non prise en compte) d'un moyen de mobilité de type transport à la demande,
- Axe 4, orientation 4 : créer et véhiculer une identité du territoire d'EPN, en :
 - valorisant le patrimoine ordinaire et remarquable : église, manoirs, châteaux, lavoirs...
- Axe 3 et 4: prise en compte de la possibilité de la création de la « ligne nouvelle Paris Normandie (LNPN) alors que sa création possible est prévue bien au-delà du périmètre du PADD et du PLUiHD. le Conseil municipal n'approuve pas cette ligne LNPN.

Conseil municipal du	27 février 2019	Délibération N°	2019-0011
----------------------	------------------------	-----------------	------------------

SIEGE
Remboursement anticipé
(annuités du SIEGE)

Vu l'exposé de Monsieur le Maire sur la situation financière actuelle de la commune et la présentation du document du SIEGE portant sur l'état financier communal (annuités-état de la dette) envers ce syndicat,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide d'opter pour un remboursement anticipé des annuités dues au SIEGE pour un montant de 3 121,77€. Il autorise Monsieur le Maire à signer tous documents s'y rapportant.

Cette somme sera inscrite au Budget Primitif de l'année 2019.

Ampliation de cette délibération sera transmise au SIEGE

Votes **Pour :** **13**
 Contre : **0**
 Abstentions : **0**

Décision : **Acceptée à l'unanimité**

Conseil municipal du	10 janvier 2019	Délibération N°	2019-012
----------------------	------------------------	-----------------	-----------------

Comité de pilotage du site Natura 2000

Considérant la présence d'un site Natura 2000 sur la commune de Fontaine sous Jouy,
 Considérant la nécessité d'être représenté au Comité de pilotage Natura 2000 par un titulaire et un suppléant,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide de nommer :

- Monsieur Raphaël NORBLIN, Titulaire,
- Monsieur Luc HEBERT, Suppléant

Votes **Pour :** **13**
 Contre : **0**
 Abstentions : **0**

Décision : **Acceptée à l'unanimité**

AUTRES POINTS TRAITÉS

FINANCES

✓ Bilan du compte administratif 2018

- Les dépenses sont maîtrisées, en légère baisse par rapport à 2017.
- Certaines recettes avaient été sous-estimées. Par rapport au budget primitif, nous constatons :
 - + 2 700 € de solidarité rurale
 - + 9 000 € de droits de mutation
 - + 4 315 € de dotation de décentralisation
 - + 6 200 € de remboursement de frais de procédures par l'assurance

Le résultat global du budget de fonctionnement ressort positif à environ 95 k€.

Le compte administratif et le compte de gestion feront l'objet d'un vote au prochain conseil municipal.

✓ SITS

La compétence "Mobilité-Enfance-Transport" est assurée par EPN depuis janvier 2018. Il n'appartient donc pas à la commune de régler la facture de 7 164 € envoyée par le SITS. Pour autant, une provision sera inscrite au budget primitif 2019 pour couvrir cette dépense si nous étions contraints de supporter cette dépense.

Luc Hébert indique qu'il est en désaccord avec cette décision, et précise que la commune de Fontaine sous Jouy sera la seule commune d'EPN bénéficiant du service du SITS à ne pas régler sa part communale.

Sur une question de Frédéric Desdion, il est précisé que cette provision SITS sera portée au compte "Autres services extérieurs", et que, en revanche, les dépenses liées à l'ALSH "Ouistitis" seront portées sur un compte spécifique dans "Autres charges de gestion courante".

✓ Lutte contre le frelon asiatique

Le département prend à sa charge 30% du coût de destruction d'un nid dans la limite de 100 € par intervention (donc aide limitée à 30 €).

Il est proposé d'allouer une aide communale de 20 € par nid détruit selon une procédure qui reste à définir avec le GDS en charge de cette lutte.

1 000 € seront inscrits au budget primitif 2019.

2 réunions sont encore prévues sur le budget sous forme de commissions élargies : 12 et 21 mars.

(depuis la réunion du 21 a été repoussée au 28)

TRAVAUX

✓ Réfection des chaussées et des bordures

Lors d'une visite du service Voirie de EPN il a été retenu par EPN :

- La réfection des bordures rue du Bailly entre la rue des Forêts et le portail de Mr Leguay
- La remise en état des entrées de garage rue des Petits Bois et le prolongement de bordures.
- L'aménagement de la rue des Croisy pour traiter correctement l'écoulement des eaux de pluie.

En revanche la couche de finition rue des Vieux Vignons ne sera faite qu'en 2020.

✓ EPN prend en charge le marquage au sol pour les arrêts de bus.

✓ Déneigement. EPN s'engage pour l'avenir à faire appel aux exploitants agricoles.

✓ EPN va procéder au curetage du fossé de l'Aulnaie

SYNDICAT EAUX (SIRE)

Franck Lamblardy rend compte des nouvelles du syndicat.

La compétence GEMAPI est reprise par EPN depuis janvier 2018.

Le syndicat ne traite pas des problèmes liés au risque d'inondation. Les EPCI doivent s'en charger. Une réunion avec 4 EPCI est prévue. D'autres pourraient être intéressées par une étude portant sur la gouvernante GEMAPI (Gestion Environnement Milieu Aquatique et la Problématique Inondation) dont le coût est estimé à 80 k€.

Un comité opérationnel a été mis en place pour faire un solide cahier des charges, piloté par EPN.

RECENSEMENT

71% des réponses ont été faites via Internet.

Principales évolutions par rapport à 2015 :

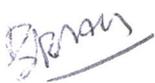
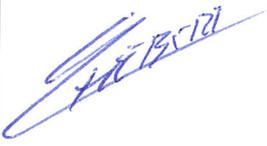
- Résidences principales de 343 à 346
- Résidences secondaires de 64 à 71
- Logements vacants de 9 à 15
- Nb de personnes par résidence principale de 2,48 à 2,40

6 personnes n'ont pas voulu répondre.

QUESTIONS DIVERSES

- ✓ Plainte de Mr Hennequez
Le plaignant a été débouté de sa demande par le Tribunal Administratif. Le permis d'aménager accordé au lotisseur reste donc valide.
- ✓ Plainte de Mr Herserant
Le plaignant a été débouté de sa demande car le PLU était suffisamment avancé pour être opposable aux tiers à la date où il a déposé les demandes de permis de construire.
- ✓ Park VIKING : le projet est abandonné
- ✓ Aménagements des rives de la Bonde
Les riverains sont réunis vendredi 8 mars pour faire le point sur ce projet.
- ✓ Franck Lamblardy a engagé l'élaboration du **Document Unique** traitant des risques professionnels auxquels sont exposés les employés communaux.
En outre, il souhaite que, d'une part, les conventions soumises à l'approbation du Conseil municipal soient transmises avant la séance afin de les étudier avant leur vote et que, d'autre part, il soit mené sur la commune une analyse des risques incendie, ceci afin de garantir que la commune maîtrise le risque incendie pour les habitations et bâtiments de la commune.
- ✓ Commission "Sécurité" : nous devons rédiger une convention qui devra être signée par tout utilisateur de la salle communale.
- ✓ Lettre a été adressée à Mme la Sous-Préfète pour demander une battue aux sangliers, notamment à la demande de Mr Plourde, rue de l'Aulnaie qui a subi des dégâts sur sa propriété.
- ✓ Élagage communal : Suite aux nombreuses observations faites par les jovifontains, il est convenu qu'à la prochaine campagne d'élagage, plusieurs devis devront être demandés et les conditions d'élagage clairement précisées. La méthode utilisée lors de la dernière campagne a été trop destructrice. Il est demandé qu'un courrier soit adressé par la mairie à l'élagueur intervenu.
- ✓ Panneaux village : Nécessité de prévoir un nettoyage complet.

- ✓ Déchets verts : forte demande pour une limitation de la fermeture hivernale. EPN devrait, cette année, nous fournir des bennes plus adaptées.

I. BAILLY-PURNU Représentée par F.Lamblardy	P. BRAY 	T. DEHAUMONT Non représenté	F. DESDION	M. DUPAS 
L. HEBERT 	L. HUZE 	R. NORBLIN 	F. LAMBLARDY	A. LEBARON Représenté par R.Norblin
C. MARON Représenté par F.Desdion	M. PHILIPPE 	J. POUCHIN Représenté par L.Hébert 	M. RIO Non représenté	A-M. TURMEL 